

Un entretien avec M. Rocard : « l'ouverture n'est pas un piège »

(Suite de la première page.)

» Restait donc l'argent, sous deux aspects : le partage de l'argent, et le pouvoir de ceux qui le détiennent. On s'est, là aussi, entre-déchiré jusqu'à ce que le conflit change de nature en 1983 ; sous la conduite déterminée du président de la République, le PS a admis que l'entreprise n'était pas un champ de bataille, mais avant tout un lieu de performance et de production, et du dialogue social qui en est la condition.

» Quand on parle d'ouverture, il faut aussi penser à ces quantités d'élus, de militants, de colleurs d'affiches, de comités de soutien, habitués à se battre sur le thème de l'argent. L'ouverture, c'est de réconcilier en profondeur, et d'éviter à ceux qui nous rejoignent d'être considérés comme traîtres à leurs camps. La question de l'ouverture se pose parce qu'au moment où l'évolution du PS permet de dédramatiser le conflit sur l'argent, explose un conflit très aigu, qui est celui de l'exclusion, de la France à deux vitesses, de la façon dont on traite ceux qui n'ont pas la plus grande vitesse. Est-ce qu'on essaie de les faire monter dans le train, ou est-ce qu'on fait donner contre eux la police et la justice ? Quand Charles Pasqua parle d'une communauté de valeurs avec le Front national, c'est ce conflit qu'il révèle. Ce conflit est beaucoup plus grave que les précédents parce qu'il recouvre toutes les questions de la société française. Tous les ministres, chacun dans son secteur, se heurtent à ce problème. D'où la découverte, par la partie de la droite française attachée aux droits de l'homme, qu'elle est plus en communauté de valeurs avec nous qu'avec l'extrême droite et ses prolongements. Nous avons à organiser autrement cent ans de compétition politique en France, et vous nous donnez quinze jours !

» Vous sentez bien que dans le discrédit relatif qui touche la classe politique, il y a un discrédit du système des partis...

— Limiter le problème de l'ouverture à sa sphère parlementaire, c'est le rétrécir.

— La politique se nourrit aussi de symboles.

— Le moins possible !

— L'ouverture est-elle crédible avec Lionel Stoléru, ou avec Simone Veil ? L'une est-elle plus que l'autre un véritable symbole de l'ouverture ?

— Tous ceux qui travailleront avec nous feront vivre l'ouverture. M^{me} Veil, par les fonctions qu'elle a occupées, et occupe aujourd'hui, et les qualités que chacun lui reconnaît, en serait un symbole tout particulier.

» Une autre dimension de l'ouverture est que l'Etat ne doit pas suffire à gouverner la société civile. La lutte contre le chômage en fournit un exemple. Il y a deux millions et demi de chômeurs. La statistique veut qu'il y ait aussi deux millions et demi d'employeurs. C'est de leur disposition à embaucher que dépend la lutte contre le chômage. Personne n'a jamais embauché pour faire plaisir à un gouvernement, ou pour obéir à une loi ou à un décret. On embauche quand on croit que c'est possible. Il faut simplement, et surtout, que les acteurs économiques aient le sentiment d'une continuité dans l'intelligence du pilotage.

« Dans nos colonnes, au lendemain même du scrutin présidentiel, vous aviez souligné le rôle de la décentralisation, des collectivités locales dans cette lutte pour l'emploi. N'est-ce pas une façon, pour l'Etat, de se défaire de ses responsabilités ?

— Le mot de responsabilité est impropre. Ou alors il faut parler de partage des responsabilités. Je préfère pour ma part parler de complémentarité des efforts. Les problèmes-clés sont : les taux d'intérêt, les équilibres des balances de paiement et les taux

mondial de la croissance. Une clé locale pour la solution du problème du chômage en Europe, c'est l'attitude de la Bundesbank. On ne peut donc pas jouer tout seul : ce serait imprudent et dangereux.

» Au niveau national, la responsabilité de l'Etat passe par le fisc et la rationalisation des taux d'intérêt (il y a chez nous des incitations spéculatives qui détournent de l'investissement productif). Et puis, il y a un effet d'entraînement par la synergie des volontés et des relais locaux. 80 % des jeunes qui trouvent une première embauche entrent dans des entreprises qui ont moins de deux cents salariés. Tout le monde a donc son rôle, qu'il faut mettre en interaction.

» La seconde raison, donc, de l'ouverture est de faire en sorte que la société se sente, tout entière, prise en considération dans les rouages de l'Etat. L'ouverture, pour moi, c'est donc aussi la gestion des personnels publics — nous avons assuré de leur stabilité l'essentiel des directions des entreprises publiques, ce n'est pas rien ; — c'est la volonté de donner la priorité à la concertation en matière sociale, avant d'en venir à l'intervention du législateur ; c'est, lorsqu'il est question de législation, de chercher des majorités plus larges que celle dont on dispose, afin de faire apparaître sur des thèmes choisis la nouvelle localisation du conflit politique. Il faut donc bien voir que l'ouverture serait amputée s'il lui manquait l'un de ses aspects. Les trois dimensions que je viens de vous décrire dépendent de l'exécutif et sont les conditions de vérification de la bonne foi de l'exécutif par les autres. Il faut que ceux vers qui peut se faire l'ouverture comprennent qu'il ne s'agit pas d'un piège.

— Ceux-là vous reprochent toutefois de ne pas avoir mis toutes les chances de votre côté...

— Décriée comme je le fais, l'ouverture sera scellée dans quelques années. Que personne ne soit

perçu comme un traître parce qu'il nous a rejoints, tel est l'enjeu. Les partisans de l'ouverture doivent être respectés chez eux.

» Quand MM. Giscard d'Estaing et Barre, et M^{me} Veil, dans la ligne du conseil national de l'UDF et dans les soixante-douze heures qui ont suivi l'élection de François Mitterrand, disent unanimement qu'ils se placent dans l'« opposition construc-



tive », ils pèsent leurs mots et savent de quoi ils parlent. Nous demander après cela de faire un tour de piste parlementaire pour se l'entendre répéter, était une exigence du spectacle, mais dépourvue de signification.

Réponse à M. Giscard d'Estaing

« Dans nos colonnes, Valéry Giscard d'Estaing a fait l'inventaire des points sur lesquels, au contraire, aurait pu rapidement se concrétiser l'ouverture : une politique économique et fiscale adaptée au marché européen, la formation et l'éducation, un régime de solidarité favorisant l'insertion des exclus, une stratégie nucléaire pour l'Europe. Ce sont des thèmes sur lesquels on peut réunir deux Français sur trois...

— Sur le fait que ces thèmes sont importants, on peut bien sûr réunir neuf Français sur dix. Sur aucun d'entre eux, il n'y a l'intuition d'un blocage grave. Mais prenons un exemple : a priori, on peut suivre M. Giscard d'Estaing sur la défense. Avec plus qu'une nuance cependant vis-à-vis de l'Allemagne. L'émergence d'un concept européen de défense, dont nous avons besoin, commence au contraire par la partie conventionnelle de la défense. Tant que cette phase ne sera pas acquise, ni la France ni la Grande-Bretagne ne toucheront au caractère unilatéral de leur décision. J'ai le regret qu'une petite phrase laisse supposer une facilité de solution qui n'existe pas. Pour le reste, ce n'est pas parce qu'il y a eu dissolution que l'opposition renoncera à être constructive. Mais si d'aventure elle retournait au systématisme des oppositions traditionnelles, cela signifierait que ses clameurs récentes n'étaient pas tout à fait sincères et que ses déclarations étaient plus destinées à jouer la montre qu'à jouer l'ouverture. J'espère bien que ce n'est pas le cas.

» Mais la stabilité du gouvernement de la République ne saurait être soumise à une incertitude de cette ampleur. Et les tâches qui sont devant nous ne sauraient s'accommoder de majorités incertaines ou aléatoires.

— Comment envisagez-vous votre relation avec le chef de l'Etat, quelle répartition des compétences souhaitez-vous ?

— Plus on travaille en symbiose, moins la question du partage ou de la répartition se pose. Au risque de décevoir ceux qui prennent toujours plaisir à évoquer, avec un air entendu, des désaccords au sommet, je vous dirai que la symbiose, ça va le mieux du monde. La lettre du candidat Mitterrand à tous les Français est un document essentiel, à la fois par son écriture et par son contenu, qui représente la meilleure mise au point de l'évolution de la pensée sur les rapports entre l'Etat et la société civile dans notre pays, ainsi que le véritable point d'orgue de la modernisation de notre système politique. Moi qui me suis souvent trouvé minoritaire, je me sens au contraire très à l'aise dans le mouvement tracé par le président. J'ai été très sensible à la démarche et à la densité du texte. Croyez-moi, il y a de quoi travailler.

— La découverte de la période 1986-1988 est que les rouages du pouvoir convergent à Matignon, et

que là est le siège du pouvoir, pour qui veut s'en servir.

— La machine de conduite de l'Etat est à Matignon. Certes le président fixe les grandes directions de l'action gouvernementale, et dispose de pouvoirs propres étendus. Au-delà, il peut faire faire, nommer, révoquer, infléchir. Puis c'est à Matignon que l'on met en œuvre, que l'on agit, dans un respect absolu des orientations présidentielles que le suffrage universel a adoptées en l'éli-

« Il n'y a pas de raison que le capital ne soit pas taxé »

« Le premier ministre est d'abord le coordonnateur des membres du gouvernement. Comment allez-vous coordonner vos options et celles du ministre des finances dans ce qui apparaît comme un premier différend au sein du gouvernement, à savoir le taux et l'assiette de l'impôt sur la grande fortune ?

— Nous résoudrons ces problèmes, comme les autres, en nous rencontrant souvent. J'ai pris la responsabilité de quelques options sur les emplois du temps des membres de mon gouvernement, en les conviant à déjeuner plus souvent qu'à l'accoutumée. Nous nous concerterons beaucoup. Qu'a dit Pierre Bérégovoy ? Qu'on va refaire l'IGF, en l'aménageant un peu. Qu'ai-je dit ? Qu'on va refaire un impôt sur le capital, en l'aménageant. Donc, aucune contradiction. Depuis, on travaille. La donnée d'entrée est simple : on a besoin de cette imposition, ne serait-ce que pour montrer que la France est solidaire. Le travail est taxé, il n'y a pas de raison que le capital ne le soit pas. En outre, les Etats-Unis, la RFA et la Suisse, tous pays marqués par un marxisme-léninisme galopant, nous montrent l'exemple. Pourquoi ces pays se sont-ils dotés d'un tel instrument ? Pour aider à la déthésaurisation : il est mauvais de laisser dormir l'argent.

» Concrètement, plus l'assiette est étroite, plus le taux doit être élevé. Plus l'assiette est large, plus on inquiète. Il faut trouver la meilleure pondération. En attendant, nous avons la volonté de nous taire pendant ce travail commun d'élaboration. Mais je vous garantis que nous mettrons sur pied l'impôt le plus compatible avec les exigences d'une économie moderne. Nous n'allons pas nous affubler d'une structure incertaine à la fuite de capitaux. Mais nous voulons concrétiser notre volonté de solidarité. Cela dit, le rendement de cet impôt ne suffira pas à financer totalement le revenu minimum.

— Ne craignez-vous pas qu'en édictant des conditions pour l'attribution de cette ressource de secours vous ne laissiez passer des « exclus », précisément, entre les mailles de ce nouveau filet ?

— Il n'est pas souhaitable de créer une sécurité d'assistance, de dissuader de la recherche d'une insertion. On connaît des exemples, aux Etats-Unis notamment, d'allocations versées à des gens qui, loin de sortir de la marginalité, s'y enfoncent chaque jour davantage. Je pense à ces centaines de New-Yorkais auxquels le revenu minimum mensuel permet seulement d'acheter plus facilement leur drogue. Nous n'en sommes pas là, mais ce mécanisme doit être évité. Donc, il faut définir une législation qui soit très proche de ce qui existe dans certaines municipalités. Je pense à Besançon, par exemple, qui a mis en place une stratégie d'aide à l'insertion. En tout cas, je ne veux pas tout préfabriquer d'en haut.

« Quelques brailards »

« Revenons aux élections : n'est-il pas dangereux qu'un parti, le Front national, qui représente plus de 14 % des suffrages à l'élection présidentielle soit privé de représentation au Parlement ? Jean-Marie Le Pen a d'ailleurs averti qu'une telle situation conduirait peut-être à des tensions dans la rue. Comment accueillez-vous cette analyse ?

— En en faisant une autre, plus près de la réalité. Les problèmes sont : la sécurité des Français, les impayés dans les HLM, le chômage, l'insuffisance de qualification de notre jeunesse, la capacité de cohabiter des différentes communautés, qui se différencient de la nôtre par la religion, le rapport avec la fête, etc., que les murs mal insonorisés de nos HLM rendent insupportables. Le maire de banlieue que je suis est suffisamment averti de ces problèmes, conscient de leur gravité, pour n'avoir nul besoin de rappel brailé, à l'Assemblée ou ailleurs. Le fait que la rue serve d'exutoire ne serait pas la rançon d'une absence de quelques brailards au Parlement, mais d'une insuffisance dans le traitement des problèmes. A nous de jouer !

» Pour traiter ces problèmes, et donner le sentiment à tous qu'ils le sont, il faut du temps.

— Comment expliquer que votre gouvernement n'ait pas même nommé un responsable de l'un de ces problèmes, l'immigration, dont le traitement, vous en conviendrez, nécessite une certaine coordination ?

— Par définition, mon travail est un travail de coordination. Cette question touche à l'éducation nationale, l'intérieur, la justice, les affaires étrangères, l'industrie, l'aménagement du territoire. Pour ce qui me concerne, je préfère prendre le temps. Comme disait Victor Hugo en substance, mesurer au plus juste la proportion d'avenir qu'on peut injecter dans le présent est la marque d'un bon gouvernement. Telle est exactement ma tâche.

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

« Quelle est votre approche du casse-tête néo-calédonien ?

— Ma position se déduit du rappel de quelques évidences.

» Première évidence : l'avenir de la Nouvelle-Calédonie ne peut se construire sur l'écrasement de l'une ou l'autre des communautés qui y vivent, que cet écrasement soit politique, économique, social ou culturel.

» Deuxième évidence : la France, à deux reprises, en 1963 et 1986, a manqué à sa propre parole en revenant sur les garanties accordées.

» Troisième évidence : ne plus lui faire confiance a conduit au repli sur soi, à la suspicion généralisée, bref, à un tapis de cendres sous lequel le feu couve.

» C'est fondamentalement pour cela que la mission que j'ai envoyée a eu une forme originale. Parce que les Néo-Calédoniens ne sont plus disposés à croire l'Etat sur parole, il était nécessaire, pour renouer les fils du dialogue, de sortir du champ politique classique. C'est ce que j'ai pu faire grâce à l'accord d'autorités morales dotées chacune d'une expérience dense au contact de la société civile. Si cette mission réussit, alors nous aurons levé au moins en partie le premier obstacle, celui de la méfiance réciproque.

— Votre gouvernement est accusé, à propos de l'affaire d'Ouvéa, de « déstabiliser » l'armée. Que répondez-vous ?

— La polémique qui se développe artificiellement me laisserait de marbre si elle ne risquait pas de nuire au rétablissement du dialogue. Là encore, les données méritent d'être rappelées dans leur simplicité :

» Premièrement, l'institution militaire n'est pas en cause dans une opération dont la responsabilité incombe par essence au pouvoir gouvernemental ;

» Deuxièmement, chacun a droit à la justice, que ce soit pour subir ses rigueurs, pour bénéficier de sa protection, ou pour les deux à la fois ;

» Troisièmement, je ne vois pas que l'objectif tendant à ce que toute la lumière soit faite puisse être discutable ou insultant pour quiconque, sauf peut-être pour les individus qui n'auraient pas eu un comportement conforme à l'éthique de la France ou à ses lois.

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI et ALAIN ROLLAT.

dans

Politis n°20

ELECTIONS

PIEGE A...

CENTRISTES !

Mais où est donc passée notre vieille Droite ? Qu'est devenue notre bonne Gauche ? Il n'est plus question que du Centre et de l'Introuvable...

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
poste 4356